

Projet d'aéroport : arnaque publique

pour déclarer "l'utilité publique" du contournement routier de la ZAD, pour mieux enfoncer dans nos têtes le projet du "futur" aéroport Grand Ouest

Du jeudi 21 juin au lundi 23 juillet 2012, une nouvelle mascarade démocratique se déroulera dans les mairies de cinq communes concernées par le projet d'aéroport : les enquêtes publiques. L'issue sera sans aucun doute la validation du contournement de la ZAD pour l'offrir sur un plateau aux bétonneurs, Vinci/AGO et l'Etat.

En fait sous prétexte de retarder le projet, ces élargissements de route de campagne demandés par les élus locaux ne sont rien d'autre qu'un premier bout de cet aéroport contre lequel ils ont été élus. De même la loi sur l'eau est un outil qui au nom de l'écologie de marché et du capitalisme vert exproprie et déporte des paysan-nes pour y créer de soit disant "zones de compensation" permettant légitimer le bétonnage du bocage en affirmant préserver la nature en le recréant artificiellement un peu plus loin.

Ces enquêtes, réunions et débats publics; comité de quartier ou autres gadgets, font partie de cette panoplie que la démocratie met à la disposition des décideurs et de leur partenaires pour donner un air "participatif" à tous leurs projets déjà établis. Comme le disait Coluche, *"la dictature c'est : ferme ta gueule ! La démocratie c'est : cause toujours !"*

La composition de la commission d'enquête qui devra donner son avis au préfet parle d'elle même : juriste, ingénieur en armement, retraité du ministère de la défense, professeur de droit, directeur de recherche dans l'agriculture industrielle, directeur départemental de l'équipement, gendarme... Bref, comme dans chacune de ces commissions de validation de projets de merde, on a ici affaire à une belle brochette d'experts dévouées à la bonne marche (au pas!) de ce monde.

Ce moment rituel de l'enquête publique a pour objectif d'encadrer la contestation. L'Etat réussit ce tour de force de détourner la colère en créant des interlocuteurs respectueux de son pouvoir. Alors qu'à Plogoff, au Pellerin et au Carnet, le blocage des enquêtes publiques a été un moment phare de la lutte, alors qu'au Chefresnes le maire a refusé le projet de ligne THT, ici les élus acceptent cette mascarade et accompagnent le projet.

Pour ne pas laisser leurs bulldozers administratifs faire leur sale besogne de résignation, le boycott ne suffit pas. N'attendons pas pour bloquer leur projet. Soyons nombreuses et nombreux pour enrayer leur machine !